

2009 UNU/UNESCO International Conference on Africa and Globalization
Learning from the Past, Enabling a Better Future
Tokyo, Japan
28 – 29 September 2009

**L’Afrique face aux défis de la Mondialisation :
nécessité d’un développement humain conséquent**

Par Prof. Mongi BOUSNINA

La nouvelle vague de la mondialisation est marquée par la globalisation des marchés, des finances, la domination unipolaire d’un seul modèle libéral de développement mais aussi l’uniformisation culturelle, l’internationalisation des systèmes éducatifs et aussi le maillage du globe terrestre par des systèmes de communication et d’information porteurs d’immenses espoirs avec une circulation des idées, des produits, des valeurs jamais égalés et d’idées de progrès et d’émancipation mais également porteurs d’immenses dangers, de graves menaces, d’inégalités, d’oppressions, d’exclusions et de marginalisation de nombreuses contrées du monde avec leur cortège de conflits, de guerres civiles et d’exacerbation des particularismes et des identités porteuses de destruction. La mondialisation porteuse d’espoirs de manifestation de la diversité, essentielles à l’humanité, mais aussi porteuse de la menace de destruction de cette diversité par le totalitarisme planétaire qu’elle risque de secréter à n’importe quel moment. Danger, la mondialisation peut également représenter une opportunité si elle est mise à profit de manière positive par le Continent africain.

I – L’Afrique face aux défis de la Mondialisation

Dans ce contexte, le continent africain, hier accusé « d’être mal parti » (René Dumont) dans les années 60, se trouve aujourd’hui courtisé par les colosses du 21^{ème} siècle en particulier les Etats-Unis, la Chine, l’Inde en plus bien entendu des amis d’hier, de la Franceafrique et du Commonwealth. L’Afrique s’éveille, courtisée par les grands.

- 1. Il est vrai que durant le demi siècle écoulé, l’Afrique a accompli globalement une réelle mutation.** Elle paraît malgré une certaine marginalité économique et un déclassement géopolitique, qui l’a longtemps laissé à l’écart de la mondialisation, elle paraît en ce début du 21^{ème} siècle avoir renoué avec la croissance qui a été au cours de ces dernières années à un taux annuel moyen supérieur à 5%. De nombreux facteurs sont à l’origine de cette intégration progressive de l’Afrique au « village planétaire ». Le renforcement de l’intérêt porté par certains grands pays a permis de créer un véritable eldorado africain. Le pétrole représente le tiers des importations totales de la Chine, le commerce bilatéral avec ce pays en fait le deuxième partenaire commercial de ce continent avant la France et après les USA. L’Afrique du Sud

« géant de l'Afrique » est l'un des premiers exportateurs mondiaux de charbon, détient des réserves d'or, de platine etc. (pays devenu acteur majeur de l'Afrique puisque avec 45 millions d'habitants dispose d'un PNB d'environ 130 milliards de dollars, soit le quart du PIB de l'ensemble du continent). Le Nigeria, l'Angola respectivement 2^{ème} et 3^{ème} producteurs de pétrole de l'Afrique Subsaharienne ont représenté en 2007 les deux tiers des importations chinoises d'Afrique (l'Algérie étant au nord du continent à égalité avec le Nigeria quant à la production du pétrole) La Chine a également trouvé un marché prometteur pour ses entreprises (déjà premier partenaire commercial de l'Egypte et de l'Afrique du Sud) avec des produits adaptés au pouvoir d'achat de nombreuses populations africaines. En 2007, le commerce bilatéral a atteint 73,3 milliards de dollars et la Chine a pu dégager un excédent commercial avec l'Afrique de 8 milliards de dollars. Cet exemple peut être étendu à l'Inde qui, grâce à une percée récente en Afrique, assure un commerce bilatéral en progression constante de 25 milliards de dollars en 2007. Des relations étroites ont été établies avec quasiment l'ensemble du continent africain et particulièrement l'Afrique de l'Ouest.

Les objectifs de l'Inde, outre l'élargissement de son influence commerciale, demeurent l'accès à l'approvisionnement en hydrocarbure.

Plus récemment, le Brésil avec la moitié de sa population (90 millions), revendiquant ses origines africaines, s'oriente vers ce réservoir de matières premières et souhaite promouvoir en Afrique ses technologies dans les biocarburants, l'agriculture tropicale, etc.

Brésil et en particulier Nigeria ont été les promoteurs de cette nouvelle coopération prometteuse parallèlement à l'association des pays lusophones créée pour définir de nouveaux axes de coopération.

- 2. Malgré cette grande dynamique baptisée « l'exception africaine »** et l'intérêt croissant des puissances aux matières premières africaines grâce à un contexte stratégique mondial nouveau et malgré des chiffres flatteurs sur le plan macroéconomique (6,7% de croissance du PIB en 2007) et malgré la hausse des cours des minerais et du pétrole, l'envolée des produits alimentaires et une démographie au record planétaire (5,5 naissances par femme en moyenne) ont anéanti les avantages capitalisés. A cela sont venus s'ajouter les effets de la crise mondiale qui frappe plus violemment les pays pauvres (chute des investissements étrangers, baisse des transferts des migrants, fuite des capitaux, baisse sensible des recettes d'exportation des matières premières etc.) Les évasions des capitaux africains ont représenté dans les années 90 plus que le montant de la dette ; 300 milliards de dollars contre 215 milliards de dollars. Une partie des 200 000 africains habitant les USA détient entre 700 et 800 milliards de dollars dans les centres financiers de la planète. Ainsi, les flux liés à l'argent sale ont dépassé les 1000 milliards de dollars en 2007. Il est ainsi évident que cette Afrique plurielle comprend des pays à écarts de revenus par habitant absolument considérable dépassant en PPA les 19 000 dollars en Guinée Equatoriale, et plus de 6000 dollars en Afrique du Sud, au Botswana, au Gabon, à l'Ile Maurice, les 8000 à 9000 dollars en Libye et dans les Iles Seychelles mais seulement 200 dollars en Guinée Bissau, 250 dollars au Malawi et moins de 150 dollars au Libéria, en République Démocratique du Congo ou au Burundi.

L'Afrique, « ce continent qui bouge », comprend 35 des 50 pays les moins avancés du monde caractérisés par l'extrême pauvreté de leur population, la multiplicité des

crises alimentaires et des conflits et des catastrophes sanitaires outre les retards dans le développement humain.

5 pays seulement ont plus que triplé leur revenu par tête entre 1960 et 2005 (Botswana, Lesotho, Ile Maurice, Maroc et Tunisie). 9 pays par contre ont en 2005 un revenu inférieur à celui de 1960 (Centrafrique, Libéria, Madagascar, Niger, R.D du Congo, Sierra Leone, Somalie, Tchad, Zimbabwe). Il est également à noter qu'en 2006, 23 pays sur 53 ont réalisé un taux de croissance du PIB supérieur à 5% contre seulement 14 en 1990.

Parallèlement, plusieurs phénomènes structurels importants méritent d'être signalés :

- 1- La diminution de l'aide publique au développement, les donateurs en particulier après la chute du mur de Berlin s'étant tournés vers d'autres parties du monde représentant plus d'intérêts stratégiques devenus selon l'expression de l'analyste Bertrand Badié, « un champ de manœuvre pour les puissances dites « émergentes » comme la Chine, l'Inde, le Brésil et dans une moindre mesure le Mexique, l'Afrique tourne le dos aux anciennes puissances coloniales, France et Grande Bretagne en particulier et également la Belgique et le Portugal qui ne cessent de connaître des échecs dans ce qui était hier leur pré carré. Indifférentes à la nature et aux pratiques des régimes en place, ces nouveaux « amis de l'Afrique » ne s'embarrassent pas de considérations morales et sont dispensés de « gérer le poids du passé colonial des puissances européennes », qui ne « s'y retrouvent plus » dans la course aux marchés et à l'aide publique.
- 2- **La permanence de la corruption « endémique »** : Certains analystes comme l'économiste Zambienne Dambisa Moyo dénoncent même ce qu'ils appellent « les ravages causés par l'aide déversée en Afrique ». Malgré les 1.000 milliards de dollars versés au Continent, le revenu réel par habitant au Sud du Sahara est inférieur à ce qu'il était dans les années 1970 dans la mesure où plus de 700 millions d'Africains vivent avec moins de 1 dollar par jour et sur le taux de pauvreté extrême est passé de 11% à 66% (!) L'espérance de vie stagne (1 enfant sur sept meurt avant l'âge de 9 ans, l'alphabétisation est inférieure à celle de 1980. Dambisa Moyo note l'échec de ce qu'elle appelle « la politique d'assistance » et le Président Abdoulaye Wade aurait dit en 2002 qu'il n'a « jamais vu un pays se développer grâce à l'aide et au crédit et que les pays qui ont réussi en Europe, Amérique ou au Japon ou encore à Taiwan, en Corée, Singapour, ont cru au vertus du marché. Toujours, selon lui, l'Afrique s'est trompée de route après l'indépendance. Cela résulte également de ce que même au Sénégal on appelle « le coefficient d'évaporation de l'aide » pour désigner les détournements (pas moins de 15% en moyenne) qui rangent l'Afrique et ne permettent pas à l'aide de parvenir à la population qui l'attend. Globalement selon l'Union Africaine elle-même « les ressources gaspillées du fait de la corruption en Afrique atteignent 25% du PIB total du Continent et bien entendu le phénomène pénalise surtout les plus démunis à l'intérieur des différents Etats (cela représente environ d'après Transparency, plus 150 milliards de dollars « s'évaporant » annuellement ». Les pots de vin versés à des fonctionnaires sont, selon la même source, estimés à 40 milliards de dollars par an. Cette « corruption » institutionnelle se traduit par un surcroît des projets d'au moins 10%. L'Afrique se doit de réagir contre l'évasion des capitaux dus à la corruption, estimée à 150 milliards de dollars soit 40% de la richesse privée africaine (se trouvent hors du Continent) et veiller à un meilleur rapatriement des capitaux provenant des diasporas ainsi que des ressources d'exportation des matières prévues (l'Afrique ne

recevait que 5% du total des transferts de revenus en direction des Pays en voie de développement, soit tout au plus 8,6 milliards de dollars alors que ce chiffre devrait être au moins deux fois supérieur à ce chiffre.

Cette corruption touche également malheureusement d'autres domaines et en particulier le système éducatif où « l'achat de diplômes » se développe à une vitesse vertigineuse au Niger, une enquête a révélé que l'aide à l'obtention des diplômes dans certaines régions sont « tarifés » par les intermédiaires proposant leurs services (150 euros pour un brevet de premier cycle, 300 euros pour le baccalauréat et 450 euros pour l'obtention d'une bourses d'études à l'étranger). L'institut de Planification de l'Education relevant de l'Unesco vient même d'éditer un « rapport sur la corruption dans le monde enseignant ». Cette corruption dans un secteur aussi sensible que l'enseignement représente une gravité sans pareille dans la mesure où elle assure la « reproduction » du système corrompu lui-même. Cette m'alité commence même à toucher les pays développés où moyennant fiancé, dans quelques universités, aujourd'hui dénoncées, on peut « obtenir un diplôme sans aucune difficulté dans la mesure où le détenteur de ce « diplôme acheté » est appelé à exercer en « terre sous-développée » et non dans le pays concerné... Le commerce lucratif vient récemment de se traduire par des scandales fracassants...

- 3- **Malgré cela, au dernier G20, des mesures de soutien chiffré** à 50 milliards de dollars ont été annoncées par les pays dits à « faible revenu ». En outre le fond monétaire international a décidé un certain nombre de mesures de soutien aux pays pauvres frappés par la crise (17 milliards de dollars d'ici 2014 dont 8 milliards pour les deux années à venir, 2009 et 2010).

En outre les phénomènes liés directement ou indirectement à la crise mondiale, tels la famine ou les dégâts causés à l'environnement appellent des aides d'urgence. En Afrique Orientale, cinq ans de sécheresse rendent aujourd'hui la situation dramatique pour plus de 23 millions d'habitants dans sept pays de cette région de l'Afrique selon les organisations humanitaires.

Les Ethiopie, par exemple a demandé officiellement une aide alimentaire d'une valeur de 80 millions d'euros et 30 millions d'euros pour des besoins non alimentaires. Cette situation dramatique demande, bien entendu à être gérée par des régimes politiques « efficaces » et moralement irréprochables capables de faire face à l'urgence, mais aussi à planifier en amont ces crises alimentaires (création de stocks stratégiques d'aliments, de médicaments,... mise en place de systèmes conséquents d'irrigation, etc...).

Quant à l'environnement, le prochain sommet de Copenhague sur les changements climatiques (décembre 2009) devra aborder la situation difficile de l'Afrique, ce continent qui participe le moins au rejet de gaz à effet de serre, est paradoxalement le plus vulnérable et le moins armé face aux changements climatiques ». La contrepartie financière à fournir à l'Afrique par le monde développé n'est pas encore fixée et ne recueille pas encore un consensus. L'Afrique demande aux pays riches de consacrer au moins l'équivalent de 1% de leur PIB pour aider à financer les effets des inondations, protéger les côtes et lutter contre la sécheresse et les tempêtes. Nous sommes encore loin de cet objectif qui exige, lui aussi une « bonne gouvernance » et une « bonne gestion »...

4- Les transferts financiers de la diaspora africaine :

D'après des données récentes (Conférence de l'International Fund for Agricultural Development IFAD - octobre 2009 à Tunis), 40 milliards de dollars sont envoyés

chaque année par les émigrés africains, soit une somme qui surprend par son importance car ces transferts étaient évalués jusques là, seulement 10 à 17 milliards de dollars, dans l'ignorance des Banques Centrales africaines elles-mêmes.

Cet argent est jugé « colossal » mais « sous-utilisé ». Ces transferts ne sont pas transformés en projets productifs.

Certes, ces sommes ont chuté, d'ores et déjà, de 12,7% depuis le début de l'année 2009 mais restent fortement utiles. D'après les calculs de l'IFAD, cité précédemment, l'essentiel de cet argent aide de nombreuses populations surtout des régions pauvres à faire face à leurs dépenses de première nécessité (nourriture, logement, santé ou éducation) mais peuvent au final laisser de 5 à 10 milliards de dollars pour l'épargne et l'investissement. Cette somme pourrait être plus élevée si les commissions bancaires (en particulier de la Western Union et la Money Gram) qui s'élèvent pour l'Afrique jusqu'à 25% (!) et sont en moyenne de 10% (contre 5,6% dans le monde en moyenne) pouvaient être régulées et ramenées à des valeurs raisonnables.

Certains ont proposé de créer des « fonds d'investissement » avec ces transferts de la diaspora (Président Obasanjo lors de la Conférence de Tokyo 28-29 septembre 2009).

5- Difficultés d'insertion des minorités chinoises en Afrique aujourd'hui :

La présence massive dans quelques régions d'Afrique, de communautés chinoises récemment arrivées, commence à poser de grands problèmes d'intégration. Les opportunités économiques offertes par l'Afrique ont amené jusqu'à ce jour plus de 50.000 chinois en Algérie, 300.000 en Afrique du Sud, ils sont aussi nombreux en Angola en République démocratique du Congo, de Zambie...

Cette immigration suscite de plus en plus de ressentiment populaire (petits commerçants, petits artisans, ces chinois sont accusés de « caser les prix, de tuer la concurrence, de pratiquer un dumping social, à base de bas salaires ne respectant pas les législations sur le travail, pratique massive de la contrefaçon. Certains officiels chinois auraient, selon certaines sources, incités leurs populations rurales à aller s'installer en Afrique. Comment cela peut-il se faire quant on sait que le Nigeria à lui seul, comptant 150 millions d'habitants aujourd'hui, devrait voir sa population doubler au cours des 25 ans à venir ??

L'effet de cette arrivée massive de travailleurs chinois, en tous points semblable à celle de l'arrivée au cours des années 70 en Afrique de l'Est de nombreuses communautés indopakistanaïses, est celui de provoquer des frictions voué des incidents, parfois violents avec les populations autochtones... On parle de « nouvelle colonisation » des nues de Dakar, accusations de plus en plus clairement exprimées quant aux intentions de la Chine d'acheter des terres en Afrique en vue de s'y livrer à des cultures destinées à la Chine... Ces sentiments de rejet paraissent aller crescendo, dans la mesure où cette présence étrangère nouvelle est jugée à son tout « tout à fait coloniale ». Autant les investissements servant la valorisation des matières premières sont les « bienvenues », les afflux de populations le sont nettement moins...

Force est de constater que l'intégration progressive de l'Afrique dans l'économie mondiale a accru sa vulnérabilité aux brusques oscillations des flux financiers et de la baisse des transferts d'argent. Ainsi, dans ce contexte, le PIB africain devrait baisser de moitié en 2009 par rapport à 2008 (2,8% seulement). Cette dégradation touchera plus directement et plus fort les pays exportateurs de pétrole et minerais que les économies plus diversifiées.

4 pays africains verraient même leur PIB s'accroître négativement (Seychelles, R.D du Congo, le Tchad et surtout l'Angola principal exportateur de pétrole et qui perdrait jusqu'à 23

points de croissance, soit : +15,8% en 2008 contre -7,2% en 2009). Plus généralement, l'Afrique Australe devrait être la grande perdante de la crise : +0,2% comparée à l'Afrique de l'Est : +5,5%. Même l'Afrique du Sud connaîtra une dégradation de sa croissance (1,1% contre 3,1% en 2008)

Ainsi donc, le continent africain restera le plus pauvre de la planète avec les conséquences qui en découlent tant sur le plan des conflits, des crises politiques, le développement des phénomènes migratoires, les crises sociales, l'appauvrissement des classes moyennes, la montée de l'instabilité sociale, du chômage en particulier des jeunes, le gonflement urbain qui s'effectue sans planification précise, sans politique foncière et en général sans programme d'investissement dans les logements, les infrastructures et les services élémentaires, tout cela avec la montée des « impatiences menaçantes » d'une population de plus en plus assoiffée d'accès à la modernité, de progrès et de consommation que les Etats déstabilisés par cette mondialisation triomphante sont désacralisés, déçus de leur statut de protecteur social, pourvoyeur de richesses et de services.

Le taux d'urbanisation qui est de l'ordre de 35% (encore modeste) devrait atteindre 40% en 2015 et 50% avant le milieu du siècle. L'urbanisation certes, inégalement répartie (10% au Rwanda, Burundi par exemple contre 80% au Gabon) continue son avancée soutenue par l'explosion démographique, le rejet des populations rurales de leurs campagnes venant alimenter ce chaudron urbain avec ces implacables et dures conditions de vie dans les bidonvilles. Il y a lieu de s'interroger ici dans quelles mesures cette croissance urbaine, certes libératrice sur le plan social et sociologique du carcan de la tradition, offre réellement ou non des emplois valorisants ou au contraire aggrave les conditions d'une survie déjà difficile.

Cette Afrique de la jeunesse où 60% de la population a moins de 20 ans vit aujourd'hui les conditions les plus difficiles de son histoire que les multiples institutions et organisations économiques régionales et sous régionales du continent ont du mal à en promouvoir le développement (pas moins d'une douzaine d'organisations dont les deux plus importantes demeurent l'Union Africaine et le NEPAD à côté des : CEDEAO, CEEAC, IGAD, SADC, UMA, UEMOA, CEMAC, COMESA, EAC, SACU). Toutes ces institutions nécessitent incontestablement une réorganisation et une nouvelle mobilisation autour d'objectifs précis liés à la nouvelle conjoncture mondiale économique et politique.

Cette Afrique paradoxale aux énormes besoins où les seuls Maghreb et Afrique du Sud représentent 36 et 40 % de son PIB, soit les trois quarts à eux deux, est mondialisée et tout à la fois assise sur le bord du Monde. Le grand historien du continent, Joseph Ki-Zerbo définit ainsi la situation : « Je pense que nous pouvons difficilement prendre une place dans la mondialisation, parce que nous avons été déstructurés et que nous ne comptons plus en tant qu'êtres collectifs. Si vous comparez le rôle de l'Afrique à celui des Etats-Unis, vous verrez les deux pôles de la situation dans la mondialisation : entre les mondialisateurs que sont les Américains et les mondialisés que sont les Africains qui ironisent ils produisent à peine un bic... chaque bien importé ajoute-t-il est une aliénation culturelle »

Avec plus de 800 millions d'habitants, cette Afrique paradoxale où la prééminence du politique continue à freiner la bonne gouvernance et les progrès économiques (24 coups d'état dans les années 1960, 20 dans les années 1980 et 6 ou 7 depuis le nouveau siècle) Selon le PNUD, plus de la moitié des habitants n'ont pas d'accès à l'eau potable, près d'un tiers des enfants souffrent de malnutrition, les taux de scolarisation du primaire plafonnent autour de 60% et plus de 40% des personnes de plus de 15 ans sont analphabètes et où l'espérance de

vie est inférieure à 60 ans en moyenne. Nous pouvons dire que la pauvreté n'est pas seulement une indigence matérielle en Afrique mais une « pauvreté de potentialités et de capacités » malgré les indicateurs économiques quelques fois au vert.

Le fossé se creuse ainsi entre l'Afrique et le reste du monde qui représente 1,8% du commerce mondial contre 3% en 1990 qui n'a que 3 à 4% de croissance annuelle industrielle contre 8% dans les années 1960 (alors qu'une croissance de 7% est nécessaire pour atteindre les Objectifs du Millénaire), la part du continent dans les investissements directs étrangers en faveur des pays en développement est passé de 25% au début des années 1970 à seulement 5% les années 2000, sans compter que les rares progrès réalisés sont annihilés par la croissance démographique et l'inflation. Sans compter les effets aggravants de la situation sanitaire (pandémie comme le paludisme, le HIV etc.). En outre malgré la production d'environ 10% du pétrole mondial et l'existence de 10% des réserves mondiales en Afrique, l'Afrique souffre d'un manque chronique d'accès à l'eau essentiellement concentré en Afrique Centrale et dans une moindre mesure en Afrique de l'Ouest, 300 millions d'individus n'ont pas accès à un approvisionnement adéquat en eau et plus de 310 millions n'ont pas accès à un assainissement satisfaisant. 14 pays sont actuellement touchés par la pénurie en eau, moins de 1000 mètres cubes par personne par an. Leur nombre devrait doubler d'ici 2025 et 40% de la population serait victime de cette pénurie dans 20 ans.

Avec cette dégradation de l'environnement, l'agriculture extensive, la déforestation accroîtront l'érosion des sols, la pénurie d'eau diminueront le rendement agricole (plus grande dépendance des importations des céréales et de la malnutrition qui touche 33% de la population actuellement et 50% dans certains pays). La désertification qui concerne aujourd'hui 46% du continent associée à la hausse des températures favorisera de nombreuses maladies infectieuses comme le paludisme dont 90% des cas dans le monde se situe en Afrique subsaharienne.

Avec 2% du commerce mondial, 2% des investissements directs étrangers, un taux de pauvreté élevé, la croissance démographique la plus forte du monde, les économies africaines demandent une nécessaire et vitale diversification malgré la multiplicité des situations selon les pays, l'Afrique a ainsi besoin d'argent et d'investissement.

Tout cela implique une refonte de la gouvernance politique et économique et la mise sur pied d'un nouveau modèle de production et de partage de richesses dans le cadre d'une vision plus patriotique du développement faisant passer du scénario de l'afro-pessimisme à celui de l'afro-optimisme. Ces retards ne sont nullement une fatalité.

Quoiqu'il en soit et quelle que soit la perspective sous laquelle nous analysons la mondialisation pour mesurer ces effets sur l'Afrique, nous ne pouvons expliquer cette révolution mondiale que par le fait qu'elle est d'abord le produit d'une révolution ou d'une évolution culturelle, s'expliquant fondamentalement par les faits des découvertes scientifiques et technologiques qui se sont succédé qui se succèdent encore dans l'histoire de l'humanité. Il ne s'agit donc pas uniquement de changements économiques et financiers (comme le suggère le terme anglo-saxon : globalisation) mais plutôt du phénomène de mondialisation impliquant les facteurs physiques et humains, et supposant non un état de fait figé mais un processus d'évolution.

II- Les clés d'un nouvel élan : Construire la « Société du Savoir », et assurer la « Sécurité Humaine »

La présentation critique de la situation de l'Afrique part d'une volonté de redresser la situation, de donner de l'espoir aux nouvelles générations et d'assurer un décollage réel dans un mouvement global et intégré. L'autocritique est une nécessité pour parvenir à une modernisation globale non violente des pays africains sur la base de valeurs démocratiques et humanistes. L'Etat moderne et une vision de « la sécurité humaine » dans sa totalité représentent un impératif catégorique. L'Afrique avec son faible potentiel actuel matériel et intellectuel est dans une crise de type culturel. L'Afrique, si aujourd'hui, elle ne régresse pas, elle évolue plutôt dans la douleur. N'a-t-on pas vu tout dernièrement le Président russe ne pas hésiter à dire aux russes des vérités désagréables sur eux-mêmes : « société civile faible », « faible niveau d'organisation et d'autogestion » ou dire aux russes « le grave retard économique de leur pays », « son habitude de vivre de ses exportations d'hydrocarbures » et de « sa corruption légendaire ».

Il s'agit donc de fonder un nouvel élan pour l'Afrique sur un nouveau socle de valeurs et d'actions. Il s'agit de mettre la culture, dans son sens le plus large au cœur du développement, au cœur du changement, et au cœur de l'insertion dans la mondialisation. En d'autres termes, comment remettre l'homme africain au cœur de la modernité sans qu'il y perde son âme ?

Jean Monet, un des pères fondateurs de l'Union européenne a pu déclarer un jour, « si c'était à refaire j'aurais commencé par la culture ». Ainsi l'Union Africaine ne pourrait être envisagée que moyennant certaines actions « fondatrices » dont :

- 1- **L'ancrage dans la personnalité nationale**, il s'agit de trouver les voies et moyens d'être soi même avant d'aller vers les autres. La récupération de son legs historique, de rendre le jeune africain fier de sa singularité, de sa « négritude » selon le mot d'Aimé Césaire, ce « nègre fondamental » selon l'expression d'André Breton et qui a été un demi siècle durant le héros et le militant inlassable de la diversité linguistique et culturelle, combattant de l'anticolonialisme, attaché à l'Universel, il a imprégné de nombreuses générations de son humanisme et son ouverture sur l'autre. Ce « monument lyrique » d'après André Breton a pu dire « que tout l'espoir n'est pas de trop pour regarder le siècle en face ». Les civilisations africaines trop longtemps négligées, voire méprisées dans des orientations intellectuelles européo-centristes de l'enseignement, doivent aujourd'hui être sorties du carcan ethnographique ou exotique dans lequel on les a enfermés. Il s'agit là du premier acte d'un dialogue fructueux avec les autres cultures. Dans ce sens, une relecture de l'histoire et des relations à l'autre se révèle indispensable tant au niveau des manuels scolaires ou de la société civile. Les « vérités qui fâchent » doivent être évoquées, le problème de l'esclavage au même titre que celui du colonialisme doit être abordé sans complaisance et les symboles historiques de ces luttes remis à l'honneur. Cette « mémoire à vif » doit être étudiée et transmise aux jeunes générations. En même temps, les manuels scolaires devraient également contribuer à élaborer une conception pluraliste et tolérante de l'enseignement de l'histoire afin de répondre aux nouvelles attentes des jeunes. L'exacerbation des identités à laquelle nous assistons aujourd'hui tant à l'échelle mondiale qu'à celle d'un même pays nous conduit à imaginer les tournures adéquates à même d'assumer et de dépasser en même temps la « guerre des mémoires » (expression de Benjamin Stora). Il s'agit là d'une action d'émancipation de l'histoire, de la reconnaissance des aberrations de l'histoire mais aussi de la réhabilitation d'une

vraie histoire loin des lyrismes messianiques ou de l'idéalisme cynique sans tomber dans la vision réductrice de l'histoire uniquement à celle d'un impérialisme prédateur. Cette relecture du fait historique et sa décolonisation suppose également de se réapproprier le legs des « Lumières », de leur apport intellectuel et de leurs valeurs émancipatrices. Il en est de même de la réhabilitation des langues nationales qui sont mises à mal par une globalisation destructrice. Tous ces référentiels identitaires doivent être au cœur de la réhabilitation de la personnalité nationale, condition nécessaire au dialogue avec l'autre. Le jeune « Africain » doit devenir fier de son patrimoine matériel et immatériel, si riche. Trente ans de « mauvaise gestion » ont fait oublier à l'Afrique d'avoir une place plus importante quant aux nombres de sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial. En 2008, l'Afrique ne compte que 36 sites naturels et 74 culturels inscrits sur cette liste (dont 35 en Afrique du Nord, sont la moitié du total). L'Afrique doit également porter une attention particulière à la présentation de ses langues traditionnelles, fortement menacées (sur 6.000 sont en voie de lente disparition). Cette réhabilitation doit sans aucun doute concerner la « Révolution haïtienne » dont la portée universelle a été longtemps occultée après la révolte victorieuse contre l'esclavage en 1971, les grandes figures de lutte pour « l'émancipation des Noirs » doivent être mieux connues des jeunes africains (Abbé Grégoire,...).

- 2- L'éducation à l'inter culturalité et au « vivre ensemble » doit également constituer avec l'initiation à la connaissance du fait religieux, devenir au sein des systèmes éducatifs africains des disciplines destinées à assurer une meilleure communication avec l'Autre. Il en est de même de l'apprentissage des langues étrangères et la connaissance à travers elles des cultures qu'elles ont exprimé. Cette orientation éducative doit aider à mieux promouvoir et développer la traduction des œuvres majeures de l'esprit humain. Aucune civilisation n'a été autant prospère qu'au moment où elle a opté pour l'apprentissage des langues et pour le multilinguisme.

L'Afrique en opérant pour le « socle des valeurs universelles de tolérance et d'ouverte », doit être à même d'être progressivement en position offensive à l'égard des courants « intégristes » qui paraissent aujourd'hui menacer la stabilité et le développement de beaucoup de pays d'Afrique. Les affrontements religieux vécus par le Nigeria, les tensions venues par l'Afrique de l'Ouest en sont des illustrations font significatives.

Même l'Islam confrérique, ne paraît pas à l'aboi de certaines dérives. Les mourides au Sénégal, sont un véritable Etat dans l'Etat (à Touba, leur ville sainte d'un million d'habitants).

A tous ces dangers s'ajoutent bien entendu les dégâts causés périodiques par des guerres civiles « sans fin » à base clanique, ethnique, tribale, reconnaît parfois des conflits d'intérêts économiques et des manipulations pour le moins « immorales » (pillage de ressources naturelles).

Le dialogue inter-religieux doit être promu à un haut niveau politique : les affrontements au Nigeria entre Chrétiens et Musulmans vont jusqu'à devenir des « massacres » planifiés et exécutés de manière cynique. La diabolisation des uns et des autres devrait s'arrêter au plus vite. Le dernier appel des « Evêques d'Afrique » (octobre 2009) va tout à fait dans ce sens. Il fait atténuer voir tenter d'éradiquer tout autant les efforts du fondamentalisme islamiste que ceux de l'« évangélisme » intolérant et outrancier.

Islam, christianisme, animisme, négritude, arabité, francité... doivent se conjuguer avec les « Lumières » et le développement des Ressources Humaines de qualités.

- 3- La capacité à changer est devenue une valeur déterminante pour la survie de toute société. Ces qualités, surtout en temps de crise, s'appellent résilience, adaptabilité, pragmatisme. Il s'agit de créer à l'aube de ce nouveau siècle de nouveaux repères forts et fondamentaux dans la jeunesse et dans la société. Le 20^{ème} siècle a été le siècle des qualités renouvelées et reproduites de la mobilisation et de la dynamisation continue. Le 21^{ème} siècle s'appuiera sur l'aptitude et la capacité à changer, à s'adapter, condition essentielle pour la survie des Nations, des Entreprises mais aussi des Individus. Le temps des convictions inamovibles, des archaïsmes et des conservatismes n'est plus celui de l'ère de la Mondialisation qui se développe sous nos yeux. L'apprentissage de l'esprit critique, de l'éducation à l'innovation et de la créativité doit être au cœur du processus éducatif. Aujourd'hui les progrès ne sont plus liés à la seule science et la seule technologie mais plutôt à l'usage, à l'organisation. Ainsi une invention peut ne pas donner lieu à une innovation (36% des brevets d'invention en Europe sont dans ce cas) A l'inverse, une autre invention peut générer de nombreuses innovations, exemple : l'informatique, la téléphonie, les jeux vidéos, les autoroutes de l'information, sont des innovations qui ont changé les usages et transformé jusqu'aux habitudes le comportement du consommateur. C'est cela qu'il faut intégrer dans l'éducation en allant au-delà du simple esprit positiviste ancien.
- 4- Il se révèle ainsi indispensable d'assurer des investissements suffisants dans la recherche. Dans ce domaine, l'Afrique est nettement en retard puisque sa part dans l'ensemble des dépenses intérieures brutes en Recherche et Développement mondial ne représente que 0,65% contre 35% pour les Etats-Unis, 31,5% pour l'Asie et 27,3% pour l'Europe. L'ensemble du continent africain ne consacre que 0,2 à 0,3% de son PIB à la recherche scientifique contre 2,2% pour les pays de l'OCDE (4% en Suède), 0,6% en Amérique Latine et 1,7% pour l'ensemble du monde.
- 5- Nécessité de promouvoir un système éducatif plus performant quantitativement et qualitativement. L'analphabétisme continue à représenter un défi permanent pour l'Afrique, la dispersion de la population, les abandons scolaires précoces font que l'Afrique Subsaharienne demeure quasiment en dernière position quant à la population adulte (+ de 15 ans) alphabétisée : 61% pour les deux sexes réunis contre 53% pour le sexe féminin. La moyenne mondiale étant de 82% pour les deux sexes et de 77% pour le sexe féminin et de 99% pour les pays développés. Cette lutte contre l'illettrisme exige de recourir aux moyens les plus modernes (satellites, informatique, etc.) afin d'éradiquer dans des délais raisonnables ce retard. Il en est de même de l'allongement de l'espérance de vie scolaire qui n'est actuellement que d'environ 7,5 années d'études en Afrique Subsaharienne soit au dernier rang mondial, contre 10,7 années pour l'ensemble du monde et d'environ 16 années pour les pays développés. L'éducation nécessite dans son ensemble la réalisation du pari de l'égalité ainsi que l'exigence de qualité selon la terminologie de l'UNESCO. Il est nécessaire de mettre l'accent sur l'évaluation permanente de la qualité et la mise en place à cet effet d'observatoires appelés à mesurer de manière continue les tendances des réformes à introduire continuellement par une mesure continue des acquis scolaires et de ce fait d'améliorer la qualité du personnel enseignant et de s'insérer dans les réseaux mondiaux d'évaluation de la qualité (PISA, TIMSS en particulier). L'échange d'expérience avec les pays développés est tout à fait souhaitable tant au niveau de l'échange d'expériences qu'à celui de l'échange d'élèves et d'étudiants (ERASMUS MUNDUS) ou d'enseignants. Les universités elles mêmes devraient être dotées des mêmes

systemes d'évaluation et permettre d'accueillir des nombres de jeunes plus importants d'une même tranche d'âge. Les dépenses totales en éducation doivent bien entendu être déterminées en conséquence. Il demeure entendu que les liens entre l'école et le monde de l'emploi ainsi que la société doit être renforcée, il en est de même de l'enseignement en ligne, l'enseignement en alternance et l'objectif de l'éducation toute la vie doivent constituer des objectifs permanents. Le recours aux technologies de l'information et de la communication doit pouvoir jouer un rôle d'accélérateur de l'évolution des sociétés africaines dont l'ampleur dépasse toutes les prévisions. L'Afrique a connu selon les dernières statistiques disponibles, en 2006 le plus fort taux de croissance d'équipement en téléphonie mobile dans le monde mais avec un taux d'équipement de 21% habitants, elle reste quand même loin des taux de 90 et 100% des pays les plus avancés. Pour l'Internet, le retard est encore plus flagrant, en 2005 le taux d'équipement était de 26/1000 contre plus de 500/1000 dans les pays de l'OCDE. Il y a là une réelle fracture numérique malgré les progrès accomplis. Au siècle des réseaux, il est nécessaire que le jeune africain soit à l'instar des autres jeunes du monde développé lié aux mutations planétaires, aux connaissances universelles, à la société du savoir et à intégrer de cette façon les quatre piliers sur lesquels se fondent les systèmes éducatifs tels que définis dans le rapport de Jacques Delors (L'Éducation : un trésor est caché dedans) : apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à vivre ensemble et apprendre à être

- 6- L'éducation aux valeurs universelles : parmi les impératifs de la construction de la société du savoir, l'éducation, qui en est la pierre angulaire et l'outil de promotion de la sécurité humaine commande l'éducation aux droits de l'homme à la démocratie et à la citoyenneté, valeurs universelles dont l'apprentissage doit être de plus en plus précoce au sein de l'école et au sein de la société. Cette éducation fondée sur l'ouverture sur l'autre tout autant que sur le développement du sentiment d'appartenance à une terre à une histoire à une culture à une langue permet de s'insérer dans une citoyenneté active à portée universelle. Le grand philosophe français Jean Lacroix avait coutume de définir le rapport de l'homme avec son environnement en disant : « Une conscience cultivée, c'est une conscience qui se situe ». « Se situer » tout d'abord dans l'espace sur quelle terre sommes nous nés, quels sont nos voisins, nos amis, nos adversaires ? C'est aussi savoir se repérer dans le temps sur la longue échelle de l'histoire des pays, des Nations des Régions et du Monde. C'est enfin pouvoir se placer à l'intersection des lieux et du temps dans les communautés humaines, nationales, intellectuelles, religieuses, culturelles etc. Il n'en demeure pas moins que les concepts invoqués représentent face à la mondialisation de nouvelles médiations sociales et politiques (milieu local, milieu professionnel, milieu politique, milieu associatif etc.) Les concepts de démocratie et des droits de l'homme pour universels qu'ils soient doivent être adaptés aux pays concernés, dans le temps et dans l'espace loin des polémiques issues de l'eurocentrisme ou d'un quelconque ethnocentrisme. La démocratie est toujours un bien inachevé souvent aussi présentant des représentations multiples reflétant la forme de société concernée. Cette forme de société, nécessaire à la construction démocratique, exige dans le cas de l'Afrique l'existence d'un **Etat garant de la bonne marche des mécanismes de redistribution et de la bonne marche des services publics**. Beaucoup actuellement d'après l'analyste français Pierre Rosonvallon, pensent qu'il existe « une certaine arrogance occidentale qui considérerait que les pays occidentaux savent parfaitement ce qu'est la démocratie et l'on réalisée » et Rosonvallon d'ajouter « que les choses se passeraient différemment si les pays occidentaux reconnaissaient eux aussi qu'ils étaient des

apprentis en démocratie » Il n'en demeure pas moins que l'acceptation positive consiste à dire « que la démocratie est un bien commun. Que la démocratie est ce qui est la condition d'une émancipation des individus et d'une construction d'une vie commune positive, la démocratie est un bien public de cette façon. Elle est la condition d'une construction de soi dans le cadre de la constitution d'une véritable communauté politique » Il faut réinventer la démocratie, forme de société, épargner aux pays africains les dérapages tel celui issu du discours de la Baule source de guerres civiles qui lui ont succédé et en particulier des massacres du Rwanda. Aucun régime démocratique n'est à l'abri d'une dérive grave ou d'une poussée autoritaire même dans les pays où est née la démocratie. Il ne faut pas noyer sous le prêche démocratique les réalités claniques de l'Afrique d'aujourd'hui. Il faut éviter dans cette Afrique qui bouge le magistère occidental droit-de-l'homme. Les peuples africains sont encore meurtris par la mémoire de l'esclavage et de l'aliénation coloniale écrit Monsieur Claude Imbert. Ces peuples qui habitent des Nations découpées il y a 150 ans par une Europe impériale dans le mépris des ethnies, langues, religions et anciens royaumes écrabouillés. Cette Afrique est encore parcourue de violences tribales et à Libreville, on ne lit pas Montesquieu le soir à la chandelle... Tout le continent ne connaît pas l'évolution démocratique exemplaire du Ghana et tout le continent ne sombre pas non plus dans la régression exécration de certains régimes. Il faut voir l'Afrique, fort diverse, comme elle est, et comme elle devient. On la disait « mal partie », elle décolle c'est déjà beaucoup. Monsieur Philippe Séguin ajoute à juste titre deux remarques intéressantes : « Au lieu de prêcher la démocratie et les droits de l'homme, pourquoi ne pas aider plus les pays d'Afrique à créer des moyens de développement, pourquoi ne pas proposer autre chose que des simulacres », Séguin estime aussi qu'il n'y a pas de démocratie sans citoyenneté et qu'il n'y a pas de citoyenneté quand il y a misère.

Dans notre démarche, ce qui nous motive le plus est d'assurer la cohésion à l'intérieur des Etats par l'inclusion et la participation de toutes les composantes actives de la société y compris d'abord la jeunesse et la femme. C'est dans cet apprendre à vivre ensemble à l'intérieur de chaque territoire que les régimes politiques pourront créer des Etats des Etats-Nations capables de mettre en œuvre des processus démocratiques interactifs.

C'est d'un volontarisme politique sans faille qu'a besoin l'Afrique aujourd'hui pour promouvoir un projet à la mesure des exigences du XXe siècle fondé sur la promotion d'une « Société de confiance » (au sens donné par Alain Peyrefitte à cette expression), une société de valorisation des ressources humaines et la promotion de l'esprit d'innovation, de créativité. Là encore, l'Etat, doit plus que jamais être le catalyseur, le promoteur le régulateur et le « protecteur » de cet ébranlement positif nécessaire, seul à même de laisser entrevoir à la jeunesse africaine un « futur plein d'avenir » et non « un futur sans avenir ».